



Activité parlementaire de Monsieur André FREDERIC durant la session 2020-2021

Député wallon de la circonscription de Verviers, Province de Liège
Adresse courrier : rue de la Résistance, 64 4910 THEUX

Député du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Sénateur désigné par le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Mandats au Parlement de Wallonie

Président du Groupe PS
Président de la Sous-commission du contrôle de la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE)
Vice-président de la commission de l'énergie, du climat et de la mobilité
Vice-président de la Commission spéciale chargée d'évaluer la gestion de la crise sanitaire de la Covid-19 par la Wallonie
Membre effectif de la Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications
Membre effectif du Comité "Mémoire et Démocratie"
Membre effectif de la Commission des poursuites
Membre effectif de la Commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les causes et d'évaluer la gestion des inondations de juillet 2021 en Wallonie
Membre suppléant de la Commission des affaires générales et des relations internationales

Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Président de la commission des poursuites

Membre suppléant de la commission des Affaires générales, des Relations internationales, du Règlement et du Contrôle des communications des membres du Gouvernement

Sénat de Belgique

Membre effectif de la Commission du Renouveau démocratique et de la Citoyenneté
Membre suppléant de la Commission parlementaire de concertation : délégation Sénat

Commune de Theux

Conseiller communal depuis 1987

Avant-propos

Cette session parlementaire 2020-2021 a bien entendu été marquée, à nouveau, par le contexte particulier de cette terrible pandémie de la Covid-19, comme l'ensemble de la Société civile à l'échelle de la planète entière.

Malgré la généralisation du travail en visioconférence et les conditions drastiques de réunions présentielle de commissions et de plénières, nous avons pu poursuivre nos missions de contrôle du Gouvernement Wallon mais aussi d'initiatives parlementaires.

Parmi celles-ci, j'épinglerai prioritairement une proposition de décret, en matière d'énergie, qui me tient particulièrement à cœur : elle vise à imposer la décision d'un juge de paix avant toute coupure de fourniture d'électricité et à supprimer le dispositif des compteurs à budget, tout en permettant au juge de paix d'imposer le placement d'un compteur communiquant avec option de prépaiement.

La fin de la session aura été aussi marquée par un autre drame, celui des inondations qui ont frappés grand nombre de communes wallonnes et en particulier mon arrondissement de Verviers.

A l'heure de déposer ce rapport, je veux avoir une pensée forte pour toutes ces familles qui ont perdu un proche ou leurs biens.

Les mandataires publics doivent à mes yeux rester en permanence aux côtés des personnes qui souffrent. C'est, et cela restera, le sens de mon combat.

Activités au Parlement de Wallonie



1. Propositions de décret

- Proposition de décret n° 646 du 6/07/2021 de André FREDERIC, Philippe DODRIMONT, Veronica CREMASCO et Alda GREOLI

Octroi du titre de ville à la Commune d'Ans

Elle n'a pas encore été examinée.

- Propositions de décret n° 620 et n° 621 du 16/06/2021 de Stéphane HAZEE, Jean-Claude MARCOURT, Jean-Paul WAHL, Rodrigue DEMEUSE, André FREDERIC, Christine MAUEL

Traitement de données à caractère personnel dans le cadre de la mise en œuvre par le Parlement de commissions délibératives entre députés et citoyens tirés au sort (Dossier 620) et pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (Dossier 621)

Les présentes propositions visent à donner une assise juridique explicite quant à la nécessité de traiter les données à caractère personnel indispensables à la constitution par le Parlement des commissions délibératives entre députés et citoyens tirés au sort (Dossier 620) ainsi que pour ce qui concernent des matières communautaires réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (Dossier 621), notamment au regard des exigences de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques.

Elles n'ont pas encore été examinées.

- Propositions de décret n° 546 et n° 547 du 22/04/2021 de Jean-Claude MARCOURT, André FREDERIC, Jean-Paul WAHL, Stéphane HAZEE, François DESQUESNES

Modification du décret du 3 septembre 2020 précisant les modalités du droit pour l'auteur d'une pétition d'être entendu (dossier 546) et pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (dossier 547), adoptée le 23 juin 2021

Les présentes propositions de décret visent à faciliter la mise en œuvre du mécanisme institué par l'article 41 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles afin de consacrer le droit pour l'auteur d'une pétition d'être entendu.

Elles précisent les mentions (nom, prénom, date de naissance et domicile) devant accompagner les signatures susceptibles d'ouvrir le droit d'être entendu par le Parlement wallon dans le cadre du droit de pétition et permettent ainsi une vérification plus efficace du respect de ces conditions.

Elles ont été adoptées le 23/06/2021.

- Proposition de décret n° 504 du 16/03/2021 de André FREDERIC, Jacqueline GALANT, Stéphane HAZEE, Benoît DISPA

Modification du décret du 1er octobre 2020 organisant jusqu'au 31 décembre 2020 la tenue des réunions des organes des intercommunales, des sociétés à participation publique locale significative, des associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, des sociétés de logement de service public, des ASBL communales ou provinciales, des régies communales ou provinciales autonomes, d'associations de projet ou de tout autre organisme supra-local ayant pris la forme d'une société ou d'une association.

La crise sanitaire de la Covid-19 est de nature à affecter le fonctionnement des divers services publics et en particulier les pouvoirs locaux et elle tend à se prolonger, raison pour laquelle il convient de postposer au 31 juillet 2021 la date limite jusqu'à laquelle les organes des para-communales et para-provinciaux peuvent se réunir par téléconférence ou vidéoconférence.

Elle a été adoptée le 31/03/2021.

- Proposition de décret n° 503 du 16/03/2021 de André FREDERIC, Jacqueline GALANT, Stéphane HAZEE, Benoît DISPA

Modification des articles 1er, 4, 5 et 8 du décret du 1er octobre 2020 organisant jusqu'au 31 mars 2021 la tenue des réunions des organes communaux et provinciaux.

La présente proposition de décret vise à prolonger les effets, jusqu'au 31 juillet 2021, du décret du 1er octobre 2020 organisant jusqu'au 31 mars 2021 la tenue des réunions des organes communaux et provinciaux afin de permettre, à titre temporaire, de tenir des réunions des conseils et collèges communaux et provinciaux par téléconférence ou vidéoconférence.

Elle a été adoptée le 31/03/2021

- Proposition de décret n° 502 du 16/03/2021 de André FREDERIC, Jacqueline GALANT, Stéphane HAZEE, Benoît DISPA

Modification des articles 2 et 3 du décret du 1er octobre 2020 organisant jusqu'au 31 mars 2021 la tenue des réunions des organes des centres publics d'action sociale.

*La présente proposition de décret vise à prolonger les effets, jusqu'au 31 juillet 2021, du décret du 1er octobre 2020 organisant jusqu'au 31 mars 2021 la tenue des réunions des organes des centres publics d'action sociale afin de permettre, à titre temporaire, de tenir des réunions de ces organes par téléconférence ou vidéoconférence.
Elle a été adoptée le 31/03/2021.*

- Proposition de décret n° 521 du 4/03/2021 de André FREDERIC, Eddy FONTAINE, Manu DOUETTE, Diana NIKOLIC, Olivier BIERIN

Modification des articles 45, 45bis, 45ter et 45quater du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

*La présente proposition de décret a pour objectif de supprimer la fonction de vice-président du Comité de direction de la Commission wallonne pour l'Énergie (CWaPE) dès lors que celui-ci n'est investi d'aucune fonction particulière.
Par ailleurs, elle vise à limiter le nombre de mandats que peuvent accomplir les membres du Comité de direction de la CWaPE en sorte de mettre en conformité le droit wallon avec une directive européenne.
Elle a été adoptée le 26/05/2021.*

- Proposition de décret n° 483 du 2/03/2021 de André FREDERIC, Jean-Paul WAHL, Stéphane HAZEE, Benoît DISPA

Modification de l'article 15, §4, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale afin de permettre aux membres des conseils de l'action sociale d'être remplacés lors d'un congé faisant suite à la naissance ou à l'adoption d'un enfant.

*La présente proposition de décret vise à corriger une erreur survenue lors de l'adoption du décret du 29 mars 2018 modifiant les articles 15, 22 et 27 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale et de permettre à nouveau aux membres des conseils de l'action sociale d'être remplacés lors d'un congé faisant suite à la naissance ou à l'adoption d'un enfant.
Elle a été adoptée le 31/03/2021.*

- Proposition de décret n° 404 du 12/01/2021 de André FREDERIC, Jacqueline GALANT, Stéphane HAZEE, Germain MUGEMANGANGO, Benoît DISPA

Modification des articles 1er, 2 et 3 du décret du 1er octobre 2020 organisant jusqu'au 31 décembre 2020 la tenue des réunions des organes des intercommunales, des sociétés à participation publique locale significative, des associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, des sociétés de logement de service public, des ASBL communales ou provinciales, des régies communales ou provinciales autonomes, d'associations de projet ou de tout autre organisme supra-local ayant pris la forme d'une société ou d'une association.

La crise sanitaire de la Covid-19 est de nature à affecter le fonctionnement des divers services publics et en particulier les pouvoirs locaux et elle tend à se prolonger, raison pour laquelle il convient de postposer au 31 mars 2021 la date limite jusqu'à laquelle

*les organes des para-communaux et para-provinciaux peuvent se réunir par téléconférence ou vidéoconférence.
Elle a été adoptée le 13/01/2021.*

- Propositions de décret n° 340 et n° 341 du 17/11/2020 de André FREDERIC, Jean-Paul WAHL, Stéphane HAZEE

Modification de l'article 4 du décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la Covid-19 (Dossier 340) et de l'article 5 du décret du 29 octobre 2020 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution (Dossier 341).

*Les propositions de décret visent à prolonger d'un mois l'octroi des pouvoirs spéciaux octroyés au Gouvernement wallon le 28 octobre 2020 en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la Covid-19.
Elles ont été adoptées le 18/11/2020.*

- Propositions de décret n° 316 et 317 de André FREDERIC, Jean-Paul WAHL, Stéphane HAZEE

Octroi des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la Covid-19 (Dossier 316) pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution (Dossier 317).

*La crise sanitaire de la Covid-19 étant d'une ampleur exceptionnelle et inédite et connaissant une nouvelle vague, il est proposé de réoctroyer au Gouvernement des pouvoirs spéciaux lui permettant d'adopter dans l'urgence, quasiment en temps réel, toute mesure à prendre sans délai, sous peine d'un péril grave, en lien strict avec cette crise.
Elles ont été adoptées le 28/10/2020.*

- Proposition de décret n° 287 du 13 octobre 2020 de André FREDERIC, Jean-Paul WAHL, Olivier BIERIN, Eddy FONTAINE, Manu DOUETTE, Stéphane HAZEE

Modification des articles 2, 3bis/1, 34 et 35 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et insérant les articles 33bis/3 à 33bis/6.

*La présente proposition de décret vise à imposer la décision d'un juge de paix avant toute coupure de fourniture d'électricité et à supprimer le dispositif des compteurs à budget, tout en permettant au juge de paix d'imposer le placement d'un compteur communiquant avec option de prépaiement.
Pour rappel, l'article 23, alinéa 1er, de la Constitution stipule que « chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine ». De nombreuses conventions internationales établissent que l'accès à l'énergie est un droit fondamental, nécessaire afin de mener une vie digne. Dès lors, lorsque l'accès à l'énergie est menacé, tout citoyen doit bénéficier du droit à un débat contradictoire, une décision par une autorité impartiale et indépendante ainsi qu'une voie de recours effective.
Elle n'a pas encore été examinée.*

2. Propositions de résolutions (2 documents)

- Proposition de résolution n° 662 du 26/08/2021 de André FREDERIC, Jean-Paul WAHL, Stéphane HAZEE, François DESQUESNES

Institution d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les causes et d'évaluer la gestion des inondations de juillet 2021 en Wallonie.

La proposition de résolution vise à instituer une commission d'enquête parlementaire afin de faire toute la lumière sur les différents éléments qui ont conduit aux inondations intervenues en juillet 2021 et à leurs conséquences dramatiques ainsi que sur la manière dont elles furent gérées par les différents intervenants afin d'en tirer les enseignements.

Elle a été adoptée le 1/09/2021.

- Proposition de résolution n° 459 du 10/02/2021 de Charles GARDIER, André FREDERIC, Veronica CREMASCO, Hervé CORNILLIE, Thierry WITSEL, Jean-Philippe FLORENT

Soutien à une politique ambitieuse de végétalisation des bâtiments publics et de leurs abords dans le cadre de la stratégie immobilière pour 2020-2024 en matière de bâtiments administratifs.

La proposition de résolution demande au Gouvernement wallon, dans le cadre de la stratégie immobilière pour 2020-2024 en matière de bâtiments administratifs, de systématiquement étudier et promouvoir l'augmentation de la biodiversité et de la rétention de l'eau de pluie sur les bâtiments publics et leurs abords, notamment par le développement de projets innovants de végétalisation adaptés à chaque situation. Un des buts poursuivis est l'exemplarité du parc immobilier public dans l'adaptation aux changements climatiques et la lutte contre le déclin de la biodiversité.

Elle a été adoptée le 17/03/2021.



3. Projets de motion (4 documents)

- Projet de motion déposé le 25/05/2021 en conclusion des interpellations de Madame Gahouchi à Monsieur Di Rupo, Ministre-Président du Gouvernement wallon, sur « l'escalade du conflit entre Israël et la Palestine » et de Madame Ryckmans à Monsieur Di Rupo, Ministre-Président du Gouvernement wallon, sur « l'explosion des violences en Israël et Palestine »

La motion (dossier 594) a été examinée et adoptée en séance plénière le 9/06/2021.

- Projet de motion déposé le 27/04/2021 en conclusion de l'interpellation de Monsieur Desquesnes à Madame Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la décision de Madame la Ministre relative à la non-association des comités citoyens et des communes à l'étude des impacts des champs électromagnétiques anthropiques »

La motion (dossier 559) a été examinée et adoptée en séance plénière le 12/05/2021.

- Projet de motion déposé le 26/01/2021 en conclusion de l'interpellation de Monsieur Dupont à Madame Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « l'utilisation des moyens du Fonds social de l'eau (FSE) et le droit de tirage des CPAS »

La motion (dossier 432) a été retirée.

- Projet de motion déposé le 14/10/2020 en conclusion du débat relatif à « Get up Wallonia ! »

La motion (dossier 313) a été examinée et adoptée en séance plénière le 28/10/2020.

4. Amendements (8 documents)

Le 16 juin 2021

Proposition de décret modifiant le décret du 3 septembre 2020 précisant les modalités du droit pour l'auteur d'une pétition d'être entendu pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ([Doc. 547 \(2020-2021\) – N° 4](#)) (1 amendement).

Le 16 juin 2021

Proposition de décret modifiant le décret du 3 septembre 2020 précisant les modalités du droit pour l'auteur d'une pétition d'être entendu ([Doc. 546 \(2020-2021\) – N° 4](#)) (1 amendement).

Le 12 mai 2021

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Monsieur Desquesnes à Madame Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal, sur « la décision de Madame la Ministre relative à la non-association des comités citoyens et des communes à l'étude des impacts des champs électromagnétiques anthropiques » ([Doc. 559 \(2020-2021\) – N° 2](#)) (1 amendement).

Le 26 avril 2021

Proposition de décret modifiant les articles 2, 33bis/1, 34 et 35 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et insérant les articles 33bis/3 à 33bis/6 ([Doc. 287 \(2020-2021\) – N° 2](#)) (11 amendements).

Le 30 mars 2021

Proposition de décret modifiant les articles 2 et 3 du décret du 1er octobre 2020 organisant jusqu'au 31 mars 2021 la tenue des réunions des organes des centres publics d'action sociale ([Doc. 502 \(2020-2021\) – N° 2](#)) (2 amendements).

Le 30 mars 2021

Proposition de décret modifiant les articles 1er, 4, 5 et 8 du décret du 1er octobre 2020 organisant jusqu'au 31 mars 2021 la tenue des réunions des organes communaux et provinciaux ([Doc. 503 \(2020-2021\) – N° 2](#)) (4 amendements).

Le 31 mars 2021

Proposition de décret modifiant le décret du 1er octobre 2020 organisant jusqu'au 31 décembre 2020 la tenue des réunions des organes des intercommunales, des sociétés à participation publique locale significative, des associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, des sociétés de logement de service public, des ASBL communales ou provinciales, des régies communales ou provinciales autonomes, d'associations de projet ou de tout autre organisme supra-local ayant pris la forme d'une société ou d'une association ([Doc. 504 \(2020-2021\) – N° 2](#)) (3 amendements).

Le 28 octobre 2020

Proposition de modification du règlement du Parlement de Wallonie visant à consacrer la constitution de commissions délibératives entre députés et citoyens tirés au sort ([Doc. 248 \(2020-2021\) – N° 5](#)) (2 amendements).



Avec Riccardo PETRELLA, Jean-Pierre LEPINE et Sophie PECRIAUX, dans le cadre des auditions sur la précarité hydrique, initiées par le Groupe PS

5. Questions orales (15 documents)

Question orale du 22/06/2021 à Mme Céline Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal
Le rapatriement du personnel de la Société publique de gestion de l'eau (SPGE) à Verviers

Question orale du 7/06/2021 à M. Philippe Henry, Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité

Le réaménagement de la chaussée de Verviers à Theux dans le cadre du Plan d'investissement wallon 2019-2024

Question orale du 25/05/2021 à Mme Céline Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal
L'implémentation des mesures de lutte contre la précarité hydrique

Question orale du 29/03/2021 à M. Philippe Henry, Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité
La septième édition du baromètre de la Fondation Roi Baudouin sur la précarité énergétique

Question orale du 15/03/2021 à M. Jean-Luc Crucke, Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives
Le subventionnement des plaines de jeu

Question orale du 2/03/2021 à Mme Céline Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal
La création d'un parc national

Question orale du 1/03/2021 à M. Jean-Luc Crucke, Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives
L'impact du kérosène déchargé en région verviétoise à la suite d'un incident aérien

Question orale du 9/02/2021 à M. Christophe Collignon, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville
Les mesures de lutte contre la précarité énergétique et hydrique au sein des Sociétés de logement de service public (SLSP)

Question orale du 26/01/2021 à Mme Céline Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal
Les pistes pour un meilleur accès à l'eau pour les personnes fragilisées

Question orale du 26/01/2021 à Mme Céline Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal
L'extension de la mission des tuteurs en énergie à l'eau

Question orale du 12/01/2021 à M. Willy Borsus, Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences
Les perspectives pour le secteur HORECA

Question orale du 30/11/2020 à M. Philippe Henry, Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité
Le renforcement des lignes de bus urbaines liégeoise

Question orale du 12/10/2020 à M. Jean-Luc Crucke, Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives
Le Plan piscines

Question orale du 15/09/2020 à M. Willy Borsus, Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences
La participation de l'industrie wallonne aux programmes de sécurité et de défense

Question orale du 14/09/2020 à M. Philippe Henry, Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité

L'impact du tram de Liège sur le personnel du TEC et le matériel roulant

6. Question d'actualité (1 document)

Question d'actualité du 7/07/2021 à M. Philippe Henry, Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité

La proposition de l'Union des Villes et Communes de Wallonie relative à la fixation d'un cadre clair pour le redéploiement du réseau TEC

7. Questions écrites (63 documents)

- M. Willy Borsus, Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences

Question écrite du 16/07/2021 sur « [Le suivi des mesures pour lutter contre la surdensité de gibier](#) ».

Question écrite du 23/06/2021 sur « [La nouvelle indemnité Covid-20](#) ».

Question écrite du 28/01/2021 sur « [Les conditions d'octroi des aides aux entreprises et ASBL en lien avec le secteur culturel](#) ».

Question écrite du 27/01/2021 sur « [La pétition lancée par des associations du secteur HORECA](#) ».

Question écrite du 8/01/2021 sur « [Les contrats de travail des formateurs au sein de l'IFAPME](#) ».

Question écrite du 11/12/2020 sur « [La création d'hébergements touristiques sans permis d'urbanisme](#) ».

Question écrite du 10/12/2020 sur « [La perception des centimes additionnels sur la taxe régionale sur les sites d'activité économique désaffectés \(SAED\)](#) ».

Question écrite du 3/11/2020 sur « [Le Plan global de gestion du sanglier](#) ».

Question écrite du 26/10/2020 sur « [Les contrats de travail des formateurs au sein de l'IFAPME](#) ».

Question écrite du 22/09/2020 sur « [L'appel à projets SOWAFINAL 3](#) ».

- M. Philippe Henry, Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité

Question écrite du 30/06/2021 sur « [La ligne de bus reliant les villages de Jehanster-Polleur à Theux](#) ».

Question écrite du 22/06/2021 sur « [Le réchauffement climatique et son impact dans l'arrondissement de Verviers](#) ».

Question écrite du 11/06/2021 sur « [La création de parkings de covoiturage dans le sud de l'Arrondissement de Verviers](#) ».

Question écrite du 25/05/2021 sur « [La suppression de la ligne de bus 701 à Renoupré](#) ».

Question écrite du 21/05/2021 sur « [Le coût de l'énergie plus élevé en Wallonie qu'en Flandre et à Bruxelles](#) ».

Question écrite du 27/04/2021 sur « [Le réaménagement de la chaussée de Verviers à Theux dans le cadre du Plan wallon d'investissements 2019-2024](#) ».

Question écrite du 26/04/2021 sur « [La déviation mise en place sur la N657 pour la réalisation des travaux au niveau du Laboru entre Verviers et Theux](#) ».

Question écrite du 23/04/2021 sur « [La publicité des primes énergétiques à destination des publics précarisés](#) ».

Question écrite du 15/04/2021 sur « [Le déploiement des compteurs double-flux et des équipements de mesure](#) ».

Question écrite du 6/04/2021 sur « [Les nuisances sonores générées par les motos dans la vallée de la Liègne](#) ».

Question écrite du 31/03/2021 sur « [Les rôles des gestionnaires de réseau de distribution d'électricité dans le cadre du déploiement des bornes de recharge électrique](#) ».

Question écrite du 30/03/2021 sur « [Les travaux d'aménagement de la chaussée de Verviers \(N657\)](#) ».

Question écrite du 22/03/2021 sur « [Les fermetures automatiques des compteurs d'énergie lors des déménagements](#) ».

Question écrite du 16/03/2021 sur « [L'interdiction d'enclavement des communes et le coût de distribution de l'électricité](#) ».

Question écrite du 5/03/2021 sur « [L'entretien des murs de soutènement le long de la Hoëgne](#) ».

Question écrite du 1/03/2021 sur « [Le transport des citoyens vers le centre de vaccination de Pepinster](#) ».

Question écrite du 11/02/2021 sur « [La ligne de bus reliant les villages de Jehanster-Polleur à Theux](#) ».

Question écrite du 12/01/2021 sur « [Les primes bonus pour les travaux d'isolation des immeubles](#) ».

Question écrite du 11/12/2020 sur « [Le bilan des lignes express](#) ».

Question écrite du 10/12/2020 sur « [L'appel à projets de la Politique locale Energie Climat \(POLLEC\)](#) ».

Question écrite du 1/12/2020 sur « [Le renforcement du réseau wallon par l'émergence des parcs de batteries de stockage](#) ».

Question écrite du 25/11/2020 sur « [Les facteurs kECO et le soutien aux grandes installations photovoltaïques](#) ».

Question écrite du 25/11/2020 sur « [Le soutien et le développement de la filière de la géothermie](#) ».

Question écrite du 22/10/2020 sur « [La fréquentation des transports en commun et le respect des gestes barrières](#) ».

Question écrite du 19/10/2020 sur « [Le nouveau statut de client protégé conjoncturel](#) ».

Question écrite du 19/10/2020 sur « [Le développement de la filière du biogaz](#) ».

Question écrite du 14/10/2020 sur « [Les factures de régularisation pour les consommations de gaz et d'électricité entre le 18 mars 2020 et le 30 juin 2020](#) ».

Question écrite du 14/10/2020 sur « [L'offre de transport en commun à destination de Theux](#) ».

Question écrite du 9/10/2020 sur « [La sécurisation des trottoirs en Wallonie](#) ».

- Mme Christie Morreale, Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances et des Droits des femmes

Question écrite du 26/04/2021 sur « [Les initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale](#) ».

- M. Jean-Luc Crucke, Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives

Question écrite du 7/05/2021 sur « [L'accord de coopération dans le cadre de l'affectation des recettes liées aux véhicules de leasing](#) ».

Question écrite du 27/01/2021 sur « [Le subventionnement des plaines de jeux](#) ».

- M. Christophe Collignon, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville

Question écrite du 17/06/2021 sur « [Les déclarations de mandats](#) ».

Question écrite du 3/05/2021 sur « [Le soutien régional aux communes durant la crise sanitaire de la Covid-19](#) ».

Question écrite du 1/04/2021 sur « [La simplification des procédures dans le cadre des appels à projets à destination des communes](#) ».

Question écrite du 3/03/2021 sur « [La mise en œuvre de la décision d'une commune de se retirer d'une intercommunale](#) ».

- Mme Valérie De Bue, Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière

Question écrite du 23/06/2021 sur « [La sécurisation de la N676 à hauteur du Signal de Botrange](#) ».

Question écrite du 5/03/2021 sur « [Les limitations de vitesse dans la vallée de la Lienne](#) ».

Question écrite du 1/03/2021 sur « [L'interdiction de passage des camions entre Pepinster, Sprimont et le centre de Theux](#) ».

Question écrite du 1/12/2020 sur « [L'état des lieux des mesures prévues par la Déclaration de politique régionale \(DPR\) en matière de fonction publique wallonne](#) ».

Question écrite du 26/11/2020 sur « [Le télétravail et le risque accru d'attaques informatiques](#) ».

Question écrite du 18/11/2020 sur « [La création d'hébergements touristiques sans permis d'urbanisme](#) ».

- Mme Céline Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal

Question écrite du 16/07/2021 sur « [Le suivi du rapatriement des effectifs de la Société publique de la gestion de l'eau \(SPGE\) dans la Ville de Verviers](#) ».

Question écrite du 16/07/2021 sur « [L'épreuve de sélection pour le recrutement des préposés de la nature et des forêts en triage forestier du Service public de Wallonie \(SPW\)](#) ».

Question écrite du 17/06/2021 sur « [Les pistes pour tendre vers une forêt plus naturelle et plus résiliente](#) ».

Question écrite du 27/04/2021 sur « [Le "Green Deal cantines durables"](#) ».

Question écrite du 13/04/2021 sur « [Le suivi des mesures implémentées dans le cadre des expérimentations animales](#) ».

Question écrite du 13/04/2021 sur « [L'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 portant sur les mesures temporaires de lutte contre la pullulation des scolytes](#) ».

Question écrite du 6/04/2021 sur « [La création d'un parc national des Hautes-Fagnes](#) ».

Question écrite du 6/04/2021 sur « [Le soutien régional pour la diversification des plantations](#) ».

Question écrite du 11/02/2021 sur « [Les compteurs intelligents en matière d'eau](#) ».

Question écrite du 6/11/2020 sur « [Le groupe de travail gouvernemental sur la précarité hydrique](#) ».

Question écrite du 28/10/2020 sur « [La gestion de la crise des scolytes](#) ».

Activités au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Question écrite du 1/07/2021 à Mme Bénédicte Linard, Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes
Mécanismes de soutien pour les associations effectuant des activités se trouver au carrefour de plusieurs axes et compétences

Question orale du 5/01/2021 à Mme Bénédicte Linard, Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes
Procédure de signalement et de référencement d'un ouvrage littéraire et réflexion autour de la charte relative à l'édition professionnelle

Question écrite du 9/12/2020 à Mme Caroline Désir, Ministre de l'Education
"Commis-correspondant comptables" dans les centres PMS

Question écrite du 28/10/2020 à Mme Bénédicte Linard, Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes
Demande de reconnaissance au statut de radio associative et d'expression

Question orale du 22/09/2020 à Mme Caroline Désir, Ministre de l'Education
Accusations d'abus sexuels à l'École de l'Alliance

Question orale du 22/09/2020 à Mme Valérie Glatigny, Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons du Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles
Mouvements sectaires : élargissement des missions du CAPREV

Activités au Sénat de Belgique

Proposition du 19/05/2021 de résolution demandant un cessez-le-feu dans le Territoire occupé de Palestine et en Israël, l'arrêt immédiat de l'annexion de Jérusalem et l'arrêt des expulsions de familles palestiniennes de Jérusalem-Est

Demande du 1/04/2021 d'établissement d'un rapport d'information concernant le droit à l'autodétermination corporelle et la lutte contre les violences obstétricales

Demande du 22/02/2021 d'établissement d'un rapport d'information sur l'évaluation générale des résultats effectifs de la « loi sur les drogues » du 24 février 1921 quant à l'efficacité des politiques en matière de drogues et plus particulièrement en matière de cannabis

Proposition du 10/11/2020 de révision de l'article 23 de la Constitution en vue d'y ajouter le droit à l'énergie

Proposition du 4/09/2020 de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en vue de l'octroi du droit de vote aux élections régionales aux ressortissants étrangers résidant en Belgique

Plusieurs questions écrites aux ministres de la Justice et de l'Intérieur relatives aux organisations sectaires nuisibles et à leurs nouvelles pratiques